

Marché n°B131

Marché de Prestations de services d'Aménagement de mesures compensatoires et de petits terrassements, hors emprises, du projet du CSNE

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Lot B

Annexe 2 :

Clause d'insertion par l'activité économique (CIAE)

Émetteur	Marché cible	Secteur	Phase	Classement	Domaine	Ouvrage	Type doc	Num.	Ind.
CSNE	B131	T	C	DCEN	ACHA	MARC	CCAP	2000-2B	A



Sommaire

1. L'ENGAGEMENT D'INSERTION	4
2. LE ROLE DU COORDONNATEUR	5
3. LES MODALITES D'EXECUTION DE LA CIAE	6
4. LA GLOBALISATION ET LA MUTUALISATION DES HEURES D'INSERTION	7
5. LA DUREE D'ELIGIBILITE DES PUBLICS	8
6. LA VALORISATION DES HEURES D'INSERTION	9
7. LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT	10
7.1. LA REUNION DE LANCEMENT	10
7.2. LE PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA CIAE	10
7.3. LA REUNION DE CADRAGE	10
8. L'AJUSTEMENT DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE	12
9. DIFFICULTES ECONOMIQUES	13
10. LES PUBLICS CIBLES	14
11. LES PENALITES	17





Les dispositions de la présente annexe dérogent à celles de l'article 16.1 du CCAG-FCS.





1. L'ENGAGEMENT D'INSERTION

Le Titulaire s'engage à réaliser une action d'insertion par l'activité économique en faveur de personnes en parcours d'insertion vers l'emploi (public défini à l'article 10) dont **l'éligibilité de la candidature a été validée préalablement** par le coordonnateur de la CIAE.

Cet engagement représente l'équivalent minimum de 1 heure d'insertion par fraction de 1 702,00 € H.T. sur la durée totale du marché.

Le nombre réel d'heures d'insertion à effectuer sera égal au montant total attribué en € H.T. divisé par le montant en € H.T. de la fraction visée ci-dessus.

Si une partie de la prestation est sous traitée, le Titulaire du marché est responsable du respect de la condition d'exécution relative à l'insertion de public prioritaire.

Dans le cas d'une mise à disposition de personnel ou de sous-traitance par un opérateur, les heures d'insertion seront comptabilisées à compter du paiement effectif de la prestation au tiers concerné.



2. LE ROLE DU COORDONNATEUR

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le Maître d'Ouvrage a mis en place en lien avec les Conseils départementaux situés sur l'emprise du projet CSNE une procédure spécifique d'accompagnement gérée par un coordonnateur de la CIAE.

Dans ce cadre, le coordonnateur de la CIAE a pour missions principales :

- d'informer le Titulaire sur les dispositifs d'insertion ;
- de définir conjointement les modalités d'application de la CIAE avec le Titulaire et son/ses sous-traitant(s);
- de proposer au Titulaire, avec le concours des organismes spécialisés, des personnes susceptibles de bénéficier des mesures d'insertion,
- d'assurer le lien avec le Maître d'Ouvrage pour l'approbation des modalités de mise en œuvre de la CIAE ;
- de valider les candidat(e)s proposé(e)s au titre de l'insertion ;
- d'approuver le plan d'accompagnement fourni par les ETT ;
- de faciliter de manière globale la mise en œuvre de la démarche d'insertion ;
- de suivre l'application de la CIAE et d'évaluer ses effets sur l'accès à l'emploi en liaison avec les titulaires.

Dans une volonté de valorisation des parcours d'insertion le coordonnateur peut être amené à présenter au Titulaire les profils de candidats possédant les compétences attendues par le Titulaire et s'inscrivant dans une démarche d'insertion.

Pour autant, il appartient au Titulaire de se mobiliser pour amener à la connaissance du coordonnateur l'information sur ses besoins en personnels et pour recruter les personnes au titre de la CIAE.

Le coordonnateur est seul habilité à valider l'éligibilité des candidat(e)s retenu(e)s au titre de la CIAE avant prise de poste. Les parcours d'insertion n'ayant pas été validés formellement par le coordonnateur ne pourront pas être prises en considération au titre de la CIAE



3. LES MODALITES D'EXECUTION DE LA CIAE

L'engagement d'insertion est réalisé selon les modalités citées ci-dessous. Pour réaliser l'engagement d'insertion, le candidat peut combiner plusieurs modalités.

- Modalité n°1 : L'embauche directe en contrat à durée indéterminée (CDI) ou en contrat à durée déterminée (CDD).

Le Titulaire s'engage à respecter les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

- Modalité n°2 : La promotion de la formation.

Recours à un contrat de professionnalisation, un contrat d'apprentissage dans ce cas le public éligible doit être déscolarisé depuis au moins 6 mois, un Contrat d'Insertion Professionnel Intérimaire (CIPI), un Contrat de Développement Professionnel Intérimaire (CDPI), un Contrat à Durée Déterminée d'Insertion (CDDI).

Quoi qu'il en soit, les publics embauchés par le biais de ces modalités doivent s'inscrire dans les publics cibles détaillés à l'article 10.

- Modalité n°3 : La mise à disposition de salariés.
 - le Titulaire a recours à une Entreprise de Travail Temporaire (ETT) ou une Entreprise de Travail Temporaire d'Insertion (ETTI) :
 - le recours à une ETT se fera dans le respect de l'arrêté du 28 novembre 2005 étendant les dispositions de l'accord national relatif à la mise en œuvre de l'article L. 1251.7 du code du travail ;
 - dans ce cas, un plan d'accompagnement devra être approuvé préalablement au recrutement par le coordonnateur CIAE mentionné à l'article 2 ;
 - lors de son choix, le candidat s'assurera que l'entreprise choisie est bien reconnue comme ETTI ;
 - l'entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) est une structure d'insertion par l'activité économique. Son activité est entièrement centrée sur la professionnalisation des personnes en parcours d'insertion, dans le cadre du travail temporaire. Elle leur propose des missions auprès d'entreprises utilisatrices, un suivi et un accompagnement social et professionnel ;
 - le Titulaire a recours à une Association Intermédiaire (AI) ;
 - le Titulaire a recours à un Groupement d'Employeurs pour l'Insertion et la Qualification (GEIQ).
- Modalité n°4 : Le recours à la sous-traitance ou à la cotraitance avec une entreprise d'insertion (EI) ou une entreprise adaptée (EA).



4. LA GLOBALISATION ET LA MUTUALISATION DES HEURES D'INSERTION

Afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par le Titulaire, à compter de l'attribution du marché et pendant l'exécution du marché, le Titulaire peut solliciter, auprès du coordonnateur :

- la globalisation des heures d'insertion si le Titulaire est titulaire **d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion** ;
- la mutualisation des heures d'insertion si le Titulaire est titulaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion portés **par différents maîtres d'ouvrage**.

Ces demandes de globalisation et de mutualisation des heures d'insertion visent à permettre au Titulaire, qui s'engage par ailleurs à réaliser l'ensemble des prestations liées aux marchés concernés, de proposer à la ou aux personne(s) recrutée(s) dans le cadre des clauses, la mise en œuvre d'un parcours d'insertion plus structuré (acquisition de compétences spécifiques, accès à la formation qualifiante...).

La demande devra être motivée. Il appartient au Titulaire de démontrer en quoi la mesure est favorable au(x) bénéficiaire(s) de l'action d'insertion.

La demande doit être faite préalablement à la prise de poste du/ de la ou des bénéficiaire(s) de la mesure. La demande doit être adressée par mail au coordonnateur.

Les heures d'insertion réalisées dans le délai d'exécution de chacun des marchés concernés, sont affectées, par décompte, à chacun des marchés concernés, à due proportion.

Pour être recevable, la demande doit recueillir l'accord du Maître d'ouvrage.



5. LA DUREE D'ELIGIBILITE DES PUBLICS

A compter de la date de démarrage de son contrat (quelle que soit la nature du contrat), le/la bénéficiaire de la CIAE demeure éligible au dispositif **pour une durée de vingt-quatre (24) mois calendaires**.



6. LA VALORISATION DES HEURES D'INSERTION

Le recours à la CIAE vise à développer et à encourager les parcours d'insertion à visée pérenne.

Si pour un/une même bénéficiaire, le Titulaire met en place un contrat à durée indéterminée (CDI), la durée d'éligibilité sera majorée de douze mois. Elle est ainsi portée à trente-six (36) mois calendaires, à compter de la date de signature du premier contrat valorisé.

En outre, pour tout bénéficiaire d'un contrat de travail incluant une période de formation les heures de formation sont comptabilisées dans le décompte des heures d'insertion.





7. LE DISPOSITIF D'ACCOMPAGNEMENT

7.1. LA REUNION DE LANCEMENT

Dans le mois calendaire qui suit la notification du marché, une réunion de lancement est organisée à l'initiative du coordonnateur de la CIAE avec le Titulaire et le Maître d'Ouvrage. Cette réunion de lancement a pour objet de :

- présenter la démarche ;
- identifier un référent de la CIAE désigné par le Titulaire ;
- expliciter les modalités d'exécution ;
- rappeler les objectifs à atteindre en fonction du montant du marché notifié ;
- caractériser les parcours d'insertion en lien avec les besoins du Titulaire ;
- préciser la procédure de validation de l'éligibilité des candidat(e)s retenu(e)s au titre de la CIAE ;
- définir la méthode d'élaboration conjointe du « plan de mise en œuvre de la CIAE » et des procédures afférentes.

7.2. LE PLAN DE MISE EN ŒUVRE DE LA CIAE

À l'issue de la réunion de lancement et en perspective de la réunion de cadrage, le Titulaire élabore conjointement avec le coordonnateur, un document de référence intitulé « Plan de mise en œuvre de la CIAE » dans lequel il fait apparaître :

- la/les modalité(s) d'exécution envisagée(s) ;
- les coordonnées de la personne référente de l'action au sein de la structure (nom, prénom, adresse mail et numéro de téléphone) ;
- les mesures d'accompagnement du public bénéficiaire (mesures prises au titre de l'accompagnement techniques, socioprofessionnels ou en cas d'action de formation ainsi que les volumes horaires dédiés) ;
- la typologie des parcours d'insertion : la nature du parcours d'insertion à pourvoir (métier de référence), le lieu d'intervention, la nature du cadre d'intervention du bénéficiaire du parcours, ainsi que la durée prévisionnelle du parcours ;
- le calendrier prévisionnel de mise en œuvre de la CIAE.

Le « plan de mise en œuvre de la CIAE » doit être mis à jour dans un délai d'un mois calendaire à compter de la notification de chaque avenant. La mise à jour du « plan de mise en œuvre de la CIAE » s'effectue selon la procédure transmise au Titulaire par le coordonnateur lors de la réunion de lancement.

7.3. LA REUNION DE CADRAGE

Trois mois calendaires après la notification du marché, une réunion de cadrage est organisée par le coordonnateur de la CIAE avec le Titulaire et le Maître d'Ouvrage dans le but de :

- fixer les modalités de mise en œuvre de la CIAE (nombre de bénéficiaires, présélection, recrutement, types de contrats, évaluation en milieu de travail envisagée,...) ;



- encadrer les conditions d'accueil et de suivi ;
- stipuler les actions d'accompagnement des personnes dans le dispositif ;
- définir le calendrier prévisionnel de suivi, de contrôle et d'évaluation de l'exécution de la CIAE ainsi que la nature des pièces justificatives et la périodicité de leur transmission.

Une semaine calendaire avant la réunion de cadrage, le Titulaire remet le « Plan de mise en œuvre de la CIAE » au Maître d'Ouvrage et au coordonnateur de la CIAE établi selon les points cités à l'article 7.2.

Lors de la réunion de cadrage le « Plan de mise en œuvre de la CIAE » sert de support aux échanges avec le coordonnateur et le Maître d'Ouvrage. Il pourra être amendé d'un commun accord et engagera les parties pour la suite de l'exécution du marché.

Lors de cette réunion de cadrage, les conditions d'exécution de la CIAE conjointement précisées sont consignées dans un compte rendu de réunion notifié au Titulaire par le Maître d'Ouvrage. Dans le délai de **quinze jours (15)** calendaires suivant réception de ce compte-rendu, le Titulaire finalise et transmet au Maître d'Ouvrage le « Plan de mise en œuvre de la CIAE » en tenant compte des modifications demandées par le coordonnateur et le Maître d'Ouvrage.

Le « Plan de mise en œuvre de la CIAE », une fois approuvée par le Maître d'Ouvrage après avis du coordonnateur, est notifié au Titulaire par ordre de service.





8. L'AJUSTEMENT DU PLAN DE MISE EN ŒUVRE

Par principe, le plan de mise en œuvre de la CIAE, défini à l'article 7.2, est fixé pour toute la durée du marché.

Toutefois, celui-ci pourra être réajusté à la demande du Titulaire en cours d'exécution du marché, si ce dernier rencontre des difficultés majeures dans son application, ou s'il pense pouvoir en améliorer les modalités initialement choisies. Il doit dès lors en informer le Maître d'Ouvrage par courrier avec accusé de réception, en précisant la nature et l'objet des difficultés rencontrées ou des évolutions envisagées.

Dans ce cas et après avis favorable du Maître d'Ouvrage, le coordonnateur étudiera avec le Titulaire l'établissement d'un plan d'actions correctives. Les solutions retenues donneront lieu à la rédaction par le coordonnateur d'un compte-rendu relatif à l'évolution du plan de mise en œuvre de la CIAE. Ce compte-rendu est validé par le Maître d'Ouvrage puis transmis au Titulaire par celui-ci dans un délai de quinze jours calendaires.

Le Maître d'Ouvrage procède à la notification du plan de mise en œuvre de la CIAE modifié par ordre de service.





9. DIFFICULTES ECONOMIQUES

En tout état de cause, le Titulaire doit, dès leur survenance, informer le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur qu'il rencontre des difficultés pour assurer son engagement. Dans ce cas, le coordonnateur étudie avec le Titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, le Titulaire doit avertir par courrier recommandé avec accusé de réception le Maître d'Ouvrage et le coordonnateur des difficultés rencontrées et joindre une copie de la « décision d'attribution d'une allocation spécifique » qui fixe la durée et le volume d'heures maximum autorisé ainsi que la « convention de chômage partiel » de la DIRECCTE et une copie mensuelle du bordereau précisant les postes et le nombre d'heures effectivement concernées par le chômage partiel durant la période d'exécution du marché concerné.

Dans cette situation avérée, le coordonnateur étudiera avec le Maître d'Ouvrage la possibilité d'une réduction du nombre d'heures de la CIAE au prorata du nombre de mois concernés en croisant la période d'exécution du marché avec la période sur laquelle s'applique le chômage partiel.





10. LES PUBLICS CIBLES

Sont éligibles à la CIAE :

- les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois),
- les bénéficiaires du RSA ou allocataires de minima sociaux tels que l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation veuvage ou de l'allocation d'invalidité,
- les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois et en recherche d'emploi,
- les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeur d'emploi,
- les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans en recherche d'emploi,
- les personnes prises en charge par les Structures de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L5132-5 du code du travail, ainsi que les personnes prises en charge dans les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense, les Ecoles de la Deuxième Chance,
- les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire.

En outre, d'autres personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de l'un des acteurs du réseau France Travail ou des acteurs de l'emploi et de l'insertion de manière générale accompagnant les publics inscrits dans une démarche d'insertion. Il faudra dans ce cas un avis motivé et signé du prescripteur ou du coordonnateur.



Catégorie de publics éligibles	Justificatif d'éligibilité attendu	Equivalence communautaire des justificatifs d'éligibilité attendu
Les demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois).	Attestation France Travail.	Attestation des autorités compétentes de l'Etat membre, équivalente à France Travail.
Les bénéficiaires du RSA ou allocataires de minima sociaux tels que l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation veuvage ou de l'allocation d'invalidité.	Attestation CAF ou attestation en cours de validité de l'une de ces allocations.	Attestation des autorités compétentes de l'Etat membre en matière de versement des aides sociales.
Les jeunes de moins de 26 ans, diplômés ou non, sortis du système scolaire ou de l'enseignement supérieur depuis au moins 6 mois.	Pièce d'identité prouvant l'âge et attestation France Travail.	Attestation des autorités compétentes de l'Etat membre, équivalente à France Travail.
Les publics reconnus travailleurs handicapés, au sens de l'article L5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeur d'emploi.	Attestation RQTH de la MDPH précisant la durée de validité.	Attestation des autorités compétentes de l'Etat membre en matière de reconnaissance des situations de handicap professionnel.
Les demandeurs d'emploi de plus de 50 ans.	Pièce d'identité prouvant l'âge et attestation France Travail.	Attestation des autorités compétentes de l'Etat membre, équivalente à France Travail.
Les personnes prises en charge par les Structures de l'Insertion par l'Activité Economique définies à l'article L5132-5 du code du travail, ainsi que les personnes prises en charge dans les dispositifs particuliers notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense, les Ecoles de la Deuxième Chance.	Certificat de travail et attestation de la structure IAE ou attestation de prise en charge de la structure concernée.	Attestation des autorités compétentes de l'Etat membre.
Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire.	Carte de séjour pluriannuelle du bénéficiaire de la protection subsidiaire en cours de validité. Décision de l'OFPRA ou de la CNDA attribuant le statut de réfugié et carte de résident en cours de validité.	Attestation des autorités compétentes de l'Etat membre reconnaissant le statut de réfugié ou de bénéficiaire de la protection au sens de la Convention des Nations Unies relative aux réfugiés de 1951.

L'éligibilité des bénéficiaires de la CIAE doit être établie par le coordonnateur de la CIAE préalablement à la mise en œuvre du parcours d'insertion.





Dans le positionnement du public, le Titulaire doit apporter une attention particulière à la notion de parcours d'insertion. De fait, le public identifié au titre de la CIAE doit présenter des difficultés avérées et récurrentes d'accès à la professionnalisation (difficultés d'accès à la formation et/ou difficultés d'accès et/ou de maintien à l'emploi). La démarche d'insertion s'inscrit alors dans une logique de progression pour le/la bénéficiaire.

Le Titulaire s'engage à transmettre à la demande du coordonnateur tous les renseignements et les documents nécessaires au suivi des personnes retenues au titre de la CIAE. En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le suivi des bénéficiaires de la mesure, le Titulaire subira une pénalité conformément à l'article 12.

Pour tous les bénéficiaires relevant du droit d'un pays de la communauté européenne, hors de la France, il est attendu que les pièces justificatives transmises soient dûment traduites en français par un traducteur assermenté.

Un traducteur agréé est un expert judiciaire inscrit sur une liste par chaque cour d'appel. La liste de ces traducteurs agréés est consultable sur le site www.service-public.fr avec le lien suivant :

<https://www.service-public.fr/particuliers/vosdroits/F12956>

Il sera procédé au suivi, au contrôle et à l'évaluation de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le Titulaire s'est engagé sur la base du plan de mise en œuvre de la CIAE.

De manière mensuelle, le Titulaire fournit tous renseignements utiles propres à permettre le contrôle de l'exécution de la clause et son évaluation. La nature des pièces justificatives et la périodicité de leur transmission seront conjointement définies lors de la réunion de cadrage prévue à l'article 7.3.

Le Titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en poste au titre de l'insertion.

A chaque échéance de douze mois calendaires après la notification du plan de mise en œuvre de la CIAE par le Maître d'Ouvrage, le coordonnateur procède à un point d'étape de l'exécution de la CIAE. Ce point d'étape permet entre autres de connaître l'impact de la CIAE sur la situation des bénéficiaires de la mesure. Il donne lieu à la mise en place d'un bilan intermédiaire par le coordonnateur.

Ce bilan intermédiaire comporte une analyse quantitative et qualitative de la CIAE ainsi que les perspectives pour les bénéficiaires (acquisition de savoir-faire et de savoir-être, pérennisation du parcours ou à défaut orientations à poursuivre...).

Lors des phases de suivi, de contrôle et d'évaluation, le coordonnateur peut notamment entendre les bénéficiaires de l'action, les personnels qui les auront encadrés ainsi que les professionnels de l'insertion qui les auront orientés et accompagnés.

Trois (3) mois calendaires avant la fin du marché, un bilan quantitatif et qualitatif finalisé relatif aux engagements d'insertion est établi par le coordonnateur.

Le Titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de pérennisation de l'emploi des personnes reconnues en insertion dans le cadre de la CIAE.





11. LES PENALITES

En cas de manquement du Titulaire à son engagement d'insertion, le Maître d'Ouvrage peut appliquer les pénalités ci-dessous :

- en cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion, une pénalité de 40 euros par heure non réalisée sera appliquée au Titulaire ;
- en cas d'absence à une réunion, une pénalité de 500 euros sera appliquée au Titulaire. Sur proposition du coordonnateur, cette pénalité, appliquée sur les acomptes par le Maître d'Ouvrage et est définitive;
- en cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements propres à permettre le contrôle du suivi et de l'exécution de l'action, une pénalité de 500 euros sera appliquée au Titulaire par jour calendaire de retard à compter de la date de réception de la mise en demeure émise par le Maître d'Ouvrage ;

Ces pénalités peuvent être appliquées en cours d'exécution du marché, au fur et à mesure du constat des manquements par le coordonnateur lors des opérations de suivi, de contrôle et d'évaluation. Sur proposition justifiée du coordonnateur, ces pénalités peuvent être retenues sur les acomptes du Titulaire. En cas de respect ultérieur de l'engagement d'insertion, elles pourront, sur proposition du coordonnateur, être restituées lors de l'établissement du solde du marché.



Partenaires financiers



Cofinancé par
l'Union européenne



[www.
canal-seine-
nord-europe.fr](http://www.canal-seine-nord-europe.fr)